

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LES CONFLITS NE SONT PAS CE QUE LES MÉDIAS CROIENT QU'ILS SONT AU XXI^e SIÈCLE

PAR

YVES JEANCLOS (*)

Au XXI^e siècle, les médias informent les hommes sur les conflits qui se déroulent à travers la planète. Après l'implosion du monde soviétique, le 9 novembre 1989, ils croient à l'émergence d'un monde de paix, de joie et de sécurité. Après l'explosion des Tours jumelles du World Trade Center à New York le 11 septembre 2001, ils comprennent que le monde n'est pas ce qu'ils croient qu'il est. Ils ne restent pas moins rivés sur l'objectif irénique de paix et de sécurité démenti jour après jour par la survenance de conflits sur les différents continents.

Formés à l'analyse politique, fille de la Guerre froide et de la bipolarité du monde, les auteurs des médias observent les nouveaux conflits sous le prisme politique. Ils se laissent bien souvent subjugués et bernés par des déclarations à connotation politique, voire idéologique. Ils semblent sinon ignorer, du moins minorer, les racines économiques profondes des conflits. Ils doivent comprendre que le XXI^e siècle est aspiré par le tourbillon de l'économie, qui transcende la noblesse éthérée du politique, pour l'utilité de tous.

Les médias d'information de la presse écrite, de la radio, de la télévision et d'Internet, à travers les grandes agences de presse, donnent l'illusion de l'objectivité. En réalité, ils ne produisent d'informations que celles qui leur plaisent ou plutôt qui correspondent à l'attente du politique. Les médias d'information sont conduits par nécessité politique et financière à ne pas heurter la pensée majoritaire imposée par les responsables politiques. Ils apportent une interprétation des événements tragiques correspondant à la demande sociale et politique. Ils finissent par produire de la désinformation ou plutôt de la « mis-information », pour la plus grande satisfaction de leurs lecteurs et audiospectateurs.

Les médias, depuis le milieu du XIX^e siècle, sont friands de conflits exotiques bons à appâter les chalands. Ils envoient leurs reporters, qui, à la façon de Stanley, rapportent des faits et des images emplis de couleurs et de douleurs, de joie et d'effroi. Ils distillent le dépaysement, l'aventure, la mort, la victoire enfin à ceux qui sont bien éloignés d'un

(*) Professeur à l'Université de Strasbourg (France), spécialiste en sécurité intérieure et internationale.

conflit lointain et ignorants de ses enjeux. Leurs acteurs (journalistes de métier et de courage) bravent les horreurs de la guerre et prennent le risque de mort pour envoyer un reportage sur une zone de combats ou des photographies inédites d'insoutenables témoignages. Ils espèrent tous obtenir les prix prestigieux qui récompensent la bravoure de leurs auteurs et le caractère extraordinaire de l'information produite au péril de leurs vies. Ils oublient les racines économiques de la plupart des conflits en ce début du XXI^e siècle.

A titre d'illustration du propos, les médias se précipitent en Ukraine en 2013-2014 pour récolter une moisson d'informations inédites. Ils s'efforcent de présenter les multiples facettes politiques, culturelles et militaires du conflit entre nationalistes ukrainiens et indépendantistes pro-russes. Ils passent sous silence les enjeux économiques de nature minière et industrielle qui marquent profondément la rupture conflictuelle entre l'Est et l'Ouest de l'Ukraine.

Les médias insistent sur la caractéristique politique et idéologique d'un conflit, plutôt que d'analyser la dimension économique des enjeux. Face au conflit militarisé en cours en Ukraine en 2014, par exemple, ils en présentent la nature politique, délaissant l'économique. Les médias privilégient l'aspect politique des conflits sur l'aspect économique. Ils préfèrent surfer sur les vagues du politique au lieu de se pencher sur l'écume de l'économique à l'origine des conflits. Ils devraient remettre en question leurs connaissances et les présupposés sur les conflits pour exercer le quatrième pouvoir qu'ils revendiquent dans les sociétés démocratiques.

Les médias occidentaux se focalisent sur les éléments politiques et culturels des conflits. Ils sont très réticents à mettre en exergue les racines et les objectifs économiques des conflits.

LES VAGUES DE LA POLITIQUE SUBMERGENT LES MÉDIAS

Les conflits territoriaux, enjeux de souveraineté

Les revendications territoriales

Les journalistes reporters sont présents sur tous les champs de bataille dans le monde entier. Ils se penchent sur les origines territoriales de nombreuses crispations internationales entraînant des conflits ouverts. Ils commentent une demande politique pour le rattachement à la soi-disant mère-patrie d'un territoire inclus dans un autre Etat. Ils sont tétanisés par l'exigence allemande nazie de 1938 pour le territoire des Sudètes, mais préfèrent la paix honteuse à la guerre dangereuse. Ils observent avec gourmandise critique le rattachement presque indolore de la Crimée à l'Ukraine en 1954 et son retour agité dans la Russie en 2014. Ils fustigent la Russie pour l'encouragement au référendum plébiscitant le rattachement. Ils sont en revanche fort peu diserts sur le conflit opposant le Nigeria

puissant à son faible voisin, le Cameroun, au sujet de la presqu'île de Bakassi au bord du golfe de Guinée. Ils ne commentent pratiquement pas l'arrêt de la Cour internationale de Justice de 2002 en faveur du Cameroun qui met un terme pacifique à un conflit territorial et économique.

le droit à l'autodétermination

Les médias soutiennent le droit à l'autodétermination de territoires exogènes inclus dans un ensemble étatique. Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ils sont heureux d'inscrire à leur tableau de chasse les cruelles photographies de l'émergence d'un nouvel Etat, après une lutte armée violente contre l'Etat dominant. Ils sont les fidèles accompagnateurs des mouvements de libération nationale contre les puissances coloniales tant en Algérie des années 1955-1962 contre la France qu'en Angola dans les années 1970 contre le Portugal. Les médias se passionnent pour les nouveaux tribuns des révolutions en marche, en oubliant la part de cruauté de leurs troupes face à l'ennemi. Ils sont les porte-parole des combattants de la liberté contre les militaires de l'oppression. Ils manient le conflit à leur guise, allant dans le sens qu'ils croient être le sens de l'histoire. Ils déchantent quand la révolution est confisquée, c'est-à-dire conduit à une prise de pouvoir autoritaire teintée de démocratie. Les médias en général manquent d'objectivité et font montre de partisanerie pour croire à l'évolution de la société vers la liberté et l'égalité.

Les médias internationaux et nationaux prennent généralement parti pour les acteurs insurrectionnels contre les tenants de l'ordre établi - en Erythrée en 1993 ou au Sud-Soudan en 2011. Ils désirent informer leurs lecteurs et auditeurs des opérations militaires pour la prise d'une ville, d'une région, voire de la capitale d'un Etat. Ils estiment que les hostilités militaires prennent fin quand le pouvoir civil exécuté est vaincu ! Les médias occidentaux prennent majoritairement fait et cause pour le Kosovo contre la Serbie en 1999, pour soutenir la création d'un nouvel Etat en 2008. Ils ne font pas beaucoup de différence dans l'importance médiatique entre le Sud-Soudan, pays de 644 000 km² et de 11 millions d'habitants et le Kosovo, pays de 10 000 km², soit le tiers de la région Bretagne, riche de seulement 1 800 000 habitants, à l'identique de l'Alsace. Les médias semblent méconnaître le long conflit armé sanglant entre l'Ethiopie peuplée de 90 millions d'habitants et la province de l'Erythrée peuplée de 6 millions de personnes et devenue indépendante en 1993, après 30 années de guerre. Les médias choisissent les conflits censés intéresser leurs lecteurs et spectateurs, sans se préoccuper des pays pas, peu ou mal connus. Ils préfèrent focaliser leurs auditeurs et lecteurs sur la violence et la cruauté supposées des forces armées de l'Etat combattant opposé aux forces réputées courageuses des indépendantistes. Les médias sélectionnent incontestablement l'information internationale pour répondre aux imaginaires demandes des récepteurs, mais aussi aux prescriptions muettes du politique.

Les conflits religieux et ethniques

Les conflits religieux

Les médias, dans leur grande majorité, se jettent avec avidité sur les conflits religieux qui semblent animés par des oppositions religieuses et culturelles. Que n'auraient-ils pas écrit sur la formidable aventure des cavaliers de l'Islam contre la chrétienté au VII^e siècle ? Comme ils se seraient régalingés des violences organisées entre les Catholiques et les Réformés dans l'Europe du XVI^e siècle ! Comme ils ont, pour beaucoup, été silencieux lors de l'extermination des Juifs par les Nazis allemands au milieu du XX^e siècle !

Les médias du XXI^e siècle se passionnent pour ces guerres d'un autre âge, où les hommes s'entretenant au nom de la même foi, mais selon des variantes différentes. Ils sont particulièrement attentifs aux conflits opposant les Musulmans chiïtes aux Sunnites dans la dimension interétatique en Syrie et en Iraq depuis 2011. Ils oublient la violence effroyable des affrontements lors de la guerre entre l'Iraq et l'Iran de 1980 à 1988. Ils déploient leurs activités de renseignement et d'analyses sur la pérennité des comportements religieux hostiles au Proche- et au Moyen-Orient. Ils estiment que leurs commentaires reflètent la réalité conflictuelle, alors qu'ils se contentent de suivre l'opinion majoritaire de leurs propres Etats.

Les médias des pays occidentaux devraient faire montre de maturité intellectuelle et de retenue, avant de s'engouffrer dans des analyses rapides et superficielles. Ils feraient bien de ne pas donner trop de crédit religieux à des conflits particulièrement sanglants. Ils pourraient constater des actions militaires à finalité économique, conduites sous l'étendard de l'islamisme. Peut-être pourraient-ils à juste titre faire un examen de conscience sur leur manière d'aggraver les oppositions et les conflits par des récits et des analyses de complaisance plutôt que d'objectivité. Ils devraient s'efforcer de comprendre les enjeux véritables d'un conflit, avant de se lancer dans le soutien à une partie dans un conflit et à l'autre partie dans le conflit suivant. Ils devraient faire preuve de sagacité dans l'analyse de la participation croisée du Qatar, d'une part, aux côtés de la France et des rebelles en Syrie et, d'autre part, contre la France et les forces régulières du Mali. Les médias occidentaux devraient montrer plus de cohérence dans l'approche analytique des Etats en guerre et ne pas se lancer sur la seule piste du religieux. Ils devraient prendre garde à l'extension, voire à l'exportation possible, de conflits religieux et régionaux transformés en des luttes terroristes sur d'autres continents. Les médias américains et européens choisissent d'être à l'écoute de leurs lecteurs et auditeurs, qu'ils abreuvent de sons et d'images d'horreur plutôt que d'analyses cohérentes déliées du poids de la pensée politique dominante.

Les conflits ethniques

Les médias d'information des pays développés appréhendent bien souvent avec délectation les conflits ethniques. Ou, du moins, ils imaginent que certains conflits africains ou asiatiques sont purement ethniques (par exemple en Indonésie ou en Nouvelle-Guinée-Papouasie. Ils ont certainement tort de classer des crispations, voire des affrontements entre des populations relevant de groupes ethniques différents dans la catégorie des conflits ethniques. En réalité, ils doivent comprendre que sous une apparence d'opposition ethnique, certains conflits n'ont pour seule perspective que la prise du pouvoir. Ils doivent également faire montre de perspicacité lorsque les affrontements interethniques ont lieu à proximité de richesses minérales (comme le démontre l'opération Artemis de l'Union européenne en 2003 face aux Lendus et aux Hemas en République démocratique du Congo). Ils peuvent calmement considérer que l'enjeu est économique et non pas ethnique. Les médias enfourchent bien vite la monture d'ethnicité pour répondre ou satisfaire à la demande des auditeurs et des spectateurs, avides de sensations fortes et d'exotisme pailleté. Ils se laissent porter par la vague analytique d'ethnicité, pour être en cohérence avec l'unanimité politique, en omettant les commentaires qui pourraient déplaire au pouvoir politique.

Les médias d'information occidentaux (presse écrite et radio télévisée) peuvent exercer une fonction éducative appréciée, s'ils ont le courage de conduire des analyses dans un sens sinon contraire, du moins différent de celui des responsables politiques. Ils suivent malheureusement bien souvent la pente glacée de l'unanimité de façade qui suscite l'incohérence des acteurs étatiques dans la conduite des affaires internationales. Ils soulignent indirectement l'arrogance des ministres et du personnel politique, couvrant d'un voile épais leur incompétence et leur méconnaissance des lieux, des gens, des cultures et des enjeux. Les médias peuvent gagner en crédibilité, en séparant des données brutes et des photographies, des analyses pertinentes sur l'évolution de situations conflictuelles. Les médias doivent délivrer au public la connaissance des conflits d'origine religieuse ou ethnique. Ils doivent également avoir une vocation pédagogique de formation et de compréhension au bénéfice de leurs lecteurs et spectateurs. Ils doivent leur permettre de séparer le bon grain de l'ivraie, les faits réputés objectifs des commentaires subjectifs. Ils sont alors à même de jouer leur rôle positif de quatrième pouvoir au profit de l'ensemble de la nation (acteurs politiques et simples citoyens).

L'ÉCUME DE L'ÉCONOMIQUE DANS LES CONFLITS, L'OUBLIÉE DES MÉDIAS ?

Les journalistes et reporters, pour la plupart par omission ou par commission, semblent se désintéresser des racines économiques des conflits. Ils sont emportés par les vagues du politique qui émergent dans les périodes d'affrontements humains douloureux. Ils doivent rester

attentifs à l'économique qui sous-tend les conflits de manière fréquente et incontestable.

Le mourir civilo-économique remplace le mourir militaire

Les médias du XXI^e siècle en Afrique, en Amérique, en Asie, en Europe sont servis en grande partie par des hommes et des femmes ayant suivi des études supérieures. Ils sont censés avoir reçu la meilleure formation spécialisée et universitaire en matière sociale, économique et politique. Ils connaissent certainement la géographie et l'histoire de leur pays. Ils se sont vraisemblablement ouverts à la découverte de pays et de civilisations étrangères, différentes de la leur. Ils ont acquis de véritables « cartes-mères » sur les relations internationales, tant stratégiques, politiques qu'économiques. Aussi ces journalistes sont-ils préparés à l'analyse des événements en général et des conflits militaires en particulier. Ils attristent les lecteurs et les audiospectateurs, quand ils égrènent des poncifs au service des décideurs politiques, qu'ils enragent bien souvent de ne pas être.

Certains acteurs médiatiques surprennent l'observateur quand leurs critiques sont plutôt des panégyriques des chefs d'Etat en guerre. Ils étonnent d'autant plus le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur qui attendent une analyse sensée d'une situation conflictuelle étrangère. Ils restent bien souvent à la surface des événements, qu'ils délivrent au public *no comment*. Ils devraient plus sérieusement se pencher sur chaque conflit pour en comprendre les ressorts profonds, tout spécialement dans le domaine économique. Ils pourraient ainsi tracer des pistes de compréhension pour les décideurs politiques, au lieu de les renforcer dans une approche passéiste.

Les conflits pour l'eau et la terre

Les médias d'information, sauf dossier spécifique, ne s'émeuvent pas ou fort peu des insuffisances hydriques de plus d'un milliard d'habitants. Ils n'analysent pas ce manque comme une insécurité vitale pour les populations et une source de conflits. Ils y songent seulement quand apparaissent les preuves photographiques incontestables d'une sécheresse catastrophique au Niger ou au Darfour soudanais. Ils devraient mieux analyser les ressorts hydriques des conflits dans plusieurs régions du monde en particulier au Tibet et au Cachemire, d'où sourdent les eaux irriguant de vastes territoires en Chine, en Inde et au Pakistan. Ils pourraient expliquer les réticences diplomatiques à l'existence d'un véritable Etat au Kurdistan, étendu sur une aire géographique d'alimentation en eau pour une bonne partie de l'Asie mineure et du Moyen-Orient. Les médias permettraient au public et aux politiques une approche d'économie vitale pour des conflits qualifiés trop cursivement de politiques, d'ethniques, voire de religieux.

Les médias pourraient se pencher en particulier sur la situation conflictuelle du Proche-Orient où s'affrontent Israéliens et Palestiniens,

à la recherche de ressources hydriques. Ils mesureraient plus justement l'irrédentisme des colons israéliens installés près des ressources en eau de Cisjordanie ou du plateau du Golan. Ils ressentiraient mieux les revendications des civils et des agriculteurs palestiniens en état de stress hydrique. Ils pourraient amplifier l'Accord de Washington de décembre 2013, signé par Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne, pour l'aménagement du bassin hydrologique mer Morte/mer Rouge. Ils devraient analyser cette réalisation comme une espérance de sécurité vitale partagée, au-delà des oppositions politiques et religieuses.

Plus nouveaux, les conflits pour la terre sont peu appréciés des médias, à l'exception des auteurs de revues scientifiques et politiques spécialisées et des défenseurs obstinés de l'écodéveloppement. Ils n'envahissent pas moins le champ des oppositions entre détenteurs et prédateurs des terres arables. Les conflits pour la terre sont bien souvent favorisés par les pouvoirs politiques, qui aperçoivent une voie facile de développement national et parfois un moyen d'enrichissement personnel par le jeu de la corruption. Ils apparaissent dans des pays en voie de développement initial (en Afrique) ou de redéveloppement (dans les anciens pays du monde soviétique, en Ukraine, Roumanie ou Pologne). Ils obligent même les Etats à des retours en arrière, à l'instar du Cameroun, qui a réduit la surface et la durée de concessions de terres à des entreprises étrangères à la suite des protestations de la population en 2013.

Les conflits pour la terre induisent un dilemme pour les villageois : obtenir des satisfactions financières immédiates et définitives en étant dépossédés de la terre ou, en gardant leurs terres, survivre chichement loin des sirènes de la modernité. Peut-être ces conflits ne sont-ils pas aussi binaires qu'ils y paraissent. Si d'un côté ces conflits peuvent être apaisés par un co-développement, ils sont bénéfiques. Ils se résolvent pacifiquement par une coopération entre des investisseurs extérieurs et des producteurs locaux associés à l'agro-développement. En revanche, si d'un autre côté ils conduisent à un accaparement des terres par un Etat étranger ou une société multinationale, ils sont maléfiques. Ils peuvent ouvrir sur des conflits militarisés néfastes aux populations et aux investisseurs. Ils peuvent entraîner un rejet des intervenants étrangers et par là même le rejet de l'Etat étranger (Chine, Inde ou Japon en Afrique et en Asie). Les conflits sur la terre sont dans une phase de demi-léthargie, dont ils risquent de sortir le jour où la demande alimentaire locale et les exigences internationales seront en opposition vitale. Ils peuvent engendrer des violences que les médias doivent dénoncer dès maintenant, en développant des commentaires utiles à une exploitation pacifique des terres nationales. Les conflits pour la terre interpellent nécessairement les journalistes sur le danger alimentaire et social des accaparements de terres conduisant à l'insécurité vitale.

Les conflits pour les mines

Les médias occidentaux devraient prendre conscience de l'importance majeure du facteur minier dans les conflits des XX^e et XXI^e siècles. Leurs auteurs devraient se rappeler de l'épisode de la reconquête et de la remilitarisation de la Ruhr par l'Allemagne nazie en mars 1936 et de son occupation par la France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ils pourraient réinterpréter les débuts difficiles de la République du Congo-Léopoldville dans le sens des intérêts économiques, plutôt que de celui d'une lutte idéologique et politique. Ils pourraient vérifier que le soutien apporté dès 1960 à Moïse Tshombé est plus minier que politique, le Katanga étant le centre de production du cuivre. Ils pourraient admettre que la victoire de Kabila contre Mobutu en 1997 est plus minérale que politique, ses *supporters* intérieurs et étrangers attendant plus les contrats d'exploitation minière que le renouveau de la démocratie.

Les médias devraient tout spécialement se pencher sur les fondements des transformations en Afrique du Sud. Ils pourraient comprendre l'intérêt pérenne des puissances occidentales pour l'accès aux richesses minières, justifiant l'apartheid puis sa suppression. Ils verraient que les conflits sociaux et humains en Afrique australe ont une résonance minière qui intéresse l'Etat sud-africain et les Etats extérieurs, autant si ce n'est plus que les oppositions raciales et ethniques. Les médias français en particulier pourraient également analyser avec sérieux le tréfonds du conflit au Mali en 2013 et en Centrafrique en 2014. Ils y apercevraient les enjeux miniers, sous le manteau de la lutte pour le pouvoir. Ils contrediraient les expressions des responsables politiques occidentaux, convaincus d'engager le combat pour la démocratie. Aussi préfèrent-ils l'alignement sur une pensée politique dominante à des commentaires sur les enjeux réels des conflits dans l'Afrique sub-saharienne.

Les médias occidentaux, à la différence des médias russes, doivent cesser de faire montre d'irénisme dans les conflits en Ukraine orientale depuis le début de 2014. Ils peuvent poursuivre leurs analyses anesthésiantes sur les réelles différenciations linguistiques et religieuses entre la partie occidentale et la partie orientale du pays. Ils peuvent arguer de l'appétence européenne des uns et de l'attrait de la Russie pour les autres. Ils en oublient le substrat : les mines et l'énergie localisées à l'Est, dans le bassin du Donbass et du Dniepr. Ils doivent relire l'histoire de la Russie impériale et celle de l'Union soviétique disparue en 1991. Ils constatent aussitôt que l'Ukraine occidentale est plutôt orientée vers l'agriculture et l'Ukraine orientale vers l'industrie. Ils peuvent analyser les fondements économiques et politiques de ce conflit à la coloration apparemment politique. Ils sont à même de comprendre que la synthèse entre le politique et l'économique aurait pu être réalisée lors de l'élection du président Iouchtchenko en 2004, avec l'aide de l'Union européenne pour la modernisation des industries minières. Ils comprennent que ce ne fut pas le cas, laissant les mines en

état de déliquescence, les industries en déshérence et la Russie prête à venir à la rescousse d'une région en perdition économique. Les médias sont invités à développer des commentaires dépassant le sensationnel militaire et le *Kriegspiel* économico-politique entre la Russie et les puissances occidentales. Ils sont tenus de faire savoir à leur public et aux responsables politiques qu'une nouvelle glaciation entre le monde russe et l'Occident est néfaste pour la paix, le développement et le bonheur des hommes. Les médias doivent se grandir en accomplissant leur mission d'information et de commentaires, sans attendre les interprétations officielles. Ils exercent ainsi avec efficacité le quatrième pouvoir auquel ils aspirent dans les Etats démocratiques.

Le survivre économique, nouvel horizon stratégique

Les conflits pour les ressources énergétiques

Les médias d'information de la presse écrite, de la radio, de la télévision et d'Internet portent de moins en moins leur attention sur les conflits liés aux ressources énergétiques. Ils ne sont sensibles à l'énergie électronucléaire que lorsqu'il s'agit de fermer une centrale nucléaire, au nom de la transition énergétique. Ils laissent de côté les risques de catastrophes liées à des conflits prenant pour cibles les centrales électronucléaires. Les médias généralistes semblent en particulier étrangers aux mouvements erratiques des cours boursiers du pétrole et du gaz. Ils doivent cependant, en premier lieu, s'interroger sur les conséquences économiques, avant, en second lieu, de développer les conséquences politiques. Ils sont généralement focalisés sur les avantages que tirent les pays consommateurs de la baisse des cours mondiaux des hydrocarbures et du gaz. Ils en oublient les conséquences négatives sur les économies des pays producteurs, qui risquent l'asphyxie économique, entraînant une crise sociale et possiblement politique à l'origine de conflits violents.

Les médias dans les pays démocratiques et autoritaires, pour des raisons différentes, marchent au même pas que les responsables de l'économie nationale, presque sans divergence analytique. Ils suivent l'expression politique dominante afin d'éviter les différences d'interprétation qui pourraient désarçonner les citoyens-usagers en France, aux Etats-Unis ou en Russie. Ils soutiennent les gouvernements nationaux lorsqu'ils sanctionnent la Russie pour son soutien aux séparatistes d'Ukraine en 2014. Ils oublient que les Russes disposent d'une force de frappe de nature gazière, qui pourrait nuire gravement au bien-être des populations européennes. Les médias doivent être incisifs et constructifs dans leurs commentaires, pour fournir des lignes générales d'action à des responsables politiques incompetents et arrogants, en plein désarroi décisionnel.

Les médias ont très souvent du mal à apercevoir que la conflictualité vraisemblable entre deux ou plusieurs Etats est fondée sur des revendications minières et énergétiques. Ils préfèrent commenter des

déclarations politiques, installant le conflit sur son lit politique, laissant l'économique dans l'ombre. Ils doivent faire preuve d'objectivité analytique, sans tenir compte des opinions politiques et populaires dominantes. Ils sont alors conduits à exercer utilement leur mission de quatrième pouvoir dans un Etat démocratique.

Les conflits sur le pétrole et le gaz

Les médias doivent avoir à l'esprit la terrible guerre entre l'Iraq et l'Iran entre 1980 et 1988. Ils insistent généralement sur l'opposition politique et la rivalité religieuse entre deux pays musulmans, l'un chiite, l'autre sunnite déclaré laïc. Ils semblent oublier que le conflit existe entre deux Etats parmi les plus grands producteurs de pétrole du Moyen-Orient. Ils passent en particulier sous silence les objectifs de conquête territoriale, qui aurait permis au vainqueur d'étendre ses champs pétrolifères et sa puissance, à l'instar de la guerre de l'Iraq contre le Koweït en 1990. Ils ne rapprochent pas cette guerre interislamique de la détention par l'Iran de trois îles situées dans le golfe Persique, environnées d'hydrocarbures mais revendiquées par les Emirats arabes unis, soutenus avec constance par le Conseil de coopération du Golfe en novembre 2014. Ils peuvent ainsi comprendre plus facilement le fondement incontestablement pétrolo-gazier et donc économique de ce conflit meurtrier, terminé sans gloire et sans l'espoir de nouveaux puits de pétrole.

Les médias devraient analyser les guerres en Tchétchénie au tournant des années 2000 comme des guerres d'hydrocarbures plutôt que des guerres idéologiques et politiques. Ils pourraient noter l'importance des oléoducs traversant le Caucase pour évacuer le pétrole de Russie. Ils devraient également observer les potentialités en ressources pétrolières de la République autonome de Tchétchénie maîtrisée par la puissance de la Russie. Ils trouveraient ainsi des explications réalistes sur les conflits d'Asie caucasienne. Ils éprouvent cependant des difficultés à suivre une voie analytique autre que celle souhaitée par leur direction éditoriale, calée sur l'approche des pouvoirs politiques et attendue par leur public de lecteurs et d'auditeurs.

Face au déferlement de violence en Irak et en Syrie en 2014, les médias occidentaux ne doivent pas avoir le regard braqué sur la seule analyse religieuse, idéologique et politique. Ils peuvent constater que le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique étend son pouvoir administratif et sanguinaire sur un très large territoire équivalant au Royaume-Uni de Grande-Bretagne. Ils doivent porter leur attention et leurs commentaires sur la conquête, la maîtrise et l'exploitation d'immenses champs pétrolifères, voire de raffineries, tant en Iraq qu'en Syrie. Ils peuvent sans peine imaginer qu'un des ressorts du conflit militaire est de nature économique minérale, même si l'argument idéologique est mis en exergue. Aussi seraient-ils bien inspirés de présenter au public et aux décideurs

politiques cet aspect économique trop souvent minoré au profit d'une guerre réputée religio-politique.

Depuis le début du XXI^e siècle, les médias ne prêtent qu'une attention discrète au tsunami gazier déclenché en Méditerranée orientale depuis la découverte d'immenses réserves de gaz dans le sous-sol marin. Ils notent d'ailleurs le passage de bâtiments navals militaires turcs, aux abords de la République turque de Chypre du Nord, sans en analyser la portée véritable. Ils doivent comprendre qu'il ne s'agit ni de politique, ni de religion mais d'économie et de gains financiers. Ils peuvent apercevoir la ruée vers le gaz méditerranéen de Chypre et d'Israël, décidée en 2014, malgré certaines approches politiques divergentes, en vue de valoriser les découvertes de gaz et de les exploiter pour leur plus grand commun profit. A partir de cette découverte, les médias doivent faire montre d'une ouverture d'esprit suffisante pour induire les éventuels changements de comportements politiques dans le bassin oriental de la Méditerranée. Ils constatent sans difficulté qu'en 2014 Israël est le seul Etat de la zone gazière à disposer des moyens techniques et financiers nécessaires pour explorer, exploiter et exporter le gaz. Ils peuvent vérifier qu'une coopération économique sérieuse se met en place entre ces deux Etats, avant de s'étendre possiblement aux autres acteurs du futur espace gazier : Liban, Palestine, Syrie et Egypte. Ils doivent certainement connaître la lettre d'intention signée en octobre 2014 par Israël avec l'Egypte pour lui fournir 2 milliards 500 millions de m³ de gaz naturel par an. Ils peuvent facilement comprendre qu'une ressource énergétique indispensable au développement économique mondial est en train de transformer les économies des Etats parties au gigantesque gisement de gaz. Ils peuvent peut-être même extrapoler et imposer l'idée que l'avenir pacifique du bassin oriental de la Méditerranée et du Proche-Orient réside dans cette énergie gazière. Les médias conquièrent alors la capacité pour jouer effectivement leur rôle de quatrième pouvoir dans des Etats démocratiques.

Dès les années 2010, les médias doivent s'intéresser aux hydrates de méthane dont recèlent les sous-sols des talus continentaux des océans et possiblement le pergélisol des régions circumpolaires. Ils doivent suivre avec attention les recherches exploratoires et l'exploitation de cette ressource gazière par les Etats ou par des groupes d'Etats au profit de tous. Ils doivent prendre garde aux possibles conflits qui pourraient survenir dans la zone économique exclusive (ZEE) autour de cette nouvelle richesse énergétique. Ils peuvent, de manière préventive, exercer un magistère de pédagogie pacifique dans une zone géographique de grandes dimensions.

OBSERVATIONS DE SYNTHÈSE

Au XXI^e siècle, les médias d'information (presse, radio, télévision, Internet) doivent apporter leur contribution à la résolution des conflits par des commentaires avisés et objectifs. Ils doivent cesser d'aligner leurs

apports dans le domaine des affaires étrangères sur la pensée dominante, politiquement correcte. Les journalistes ne sont pas là pour diriger le monde mais simplement pour informer avec justesse les citoyens et les décideurs. Les acteurs médiatiques doivent prendre garde à ne pas se laisser entraîner sur une voie unique d'interprétation des conflits. Formés aux idéologies protestataires et bien pensantes des années post-Seconde Guerre mondiale, les éditorialistes occidentaux, africains et asiatiques doivent comprendre et accepter les transformations du monde. Ils doivent sortir des commentaires vengeurs contre le colonialisme, le capitalisme et la démocratie libérale. Ils doivent reconnaître que la partie émergée d'un conflit est souvent superficielle et bien différente de sa partie immergée, techniquement la plus importante.

Par manque d'acuité, par voyeurisme et par opportunisme politique, les médias sont portés par la vague interprétatrice majoritaire de l'opinion politique et populaire. Sans dénier la réalité des fondements ethniques, religieux et politiques des conflits aux XX^e et XXI^e siècles, ils doivent s'intéresser aux racines économiques véritables des conflits. Ils peuvent constater que la domination économique et financière s'avère supérieure à l'idéologie apparente. Ils doivent analyser avec sérieux l'écume financière et économique des conflits. En apportant la présentation la plus objective possible des conflits et en se tenant à distance de l'opinion politique dominante, les médias peuvent exercer réellement leur rôle de quatrième pouvoir dans tout Etat démocratique.

BIBLIOGRAPHIE D'ORIENTATION

Ouvrages

Jean-François GUILHAUDIS, *Relations internationales contemporaines*, Litec, Paris, 2010

Yves JEANCLOS (dir.), *Crises et crispations internationales à l'ère du terrorisme international au XXI^e siècle*, Bruylant, Bruxelles, 2011

Michel MATHIEN (dir.), *La Guerre en Irak. Les médias face aux conflits armés*, Bruylant, Bruxelles, 2006

Michel MATHIEN (dir.), *L'Expression de la diversité culturelle, un enjeu mondial*, Bruylant, Bruxelles, 2013

Articles de l'auteur

Yves JEANCLOS, « Minorités et conflits. Perspectives de sécurité internationale au XXI^e siècle », in Michel MATHIEN (dir.), *L'Expression de la diversité culturelle, un enjeu mondial*, Bruylant, Bruxelles, 2013, pp. 377-392

Yves JEANCLOS, « Minorités culturelles et conflits dans les constructions nationales en Afrique noire au XXI^e siècle », in *Les Médias de l'expression de la diversité culturelle en Afrique*, Bruylant, Bruxelles, 2012, pp. 49-64

Yves JEANCLOS, « Parcellisation des Etats et sécurité internationale au XXI^e siècle. Vers un nouveau Moyen Age de sécurité et d'insécurité », in *Etats et sécurité internationale*, Bruylant, Bruxelles, 2012, pp. 49-68

Yves JEANCLOS, « Défis et sécurité internationale », in Y. JEANCLOS (dir.), *Crises et crispations internationales...*, op. cit., pp. 7-43

Yves JEANCLOS, « Crises internationales et avancées de la construction européenne », in Y. JEANCLOS (dir.), *Crises et crispations internationales*, op. cit., pp. 193-212

Yves JEANCLOS, « Vers l'hydrostratégie, essai de théorisation stratégique », in *L'Eau, arme stratégique au XXI^e siècle*, EHESS, Paris, 2003, pp. 25-48

Yves JEANCLOS, « La sécurité hydrique à l'orée du XXI^e siècle », *Annuaire français de relations internationales*, vol. II, 2001, pp. 970-985

Yves JEANCLOS, « Médias, défense et sécurité à l'orée du XXI^e siècle », in Michel MATHIEN (dir.), *Médias et disciplines scientifiques*, Alphacom, Strasbourg, 1997, pp. 55-70